



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 6 juin 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
6 juin 2024
n° 21 / 8042^e
pages 1009 à 1072



Version numérique Inclusive*



ÉDITORIAL

1009 Juge-t-on avec les pieds?, *Aurélien Molière*

IN MEMORIAM

1028 François Terré (1930-2024), *Marie-Anne Frison-Roche*

POINTS DE VUE

1029 De l'indépendance des professions libérales et du contrôle des sociétés de professions libérales,
Jean-Jacques Daigre

1030 Le patrimoine affectif, *Manon Viglino*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

1037 **Chronique**: Réflexions sur l'effet interruptif de prescription de la saisie des rémunérations,
Jean-Denis Pellier

1040 **Nouvelle Bibliothèque de Thèses**: La vie privée, Les racines d'un concept juridique protéiforme
(XVI^e-XIX^e siècle), *Amaud de Solminihac*

1044 Le retrait des États membres des organisations internationales, *Habib Badjinri Touré*



- 104/ **Panorama**: Bail d'habitation, *Nicolas Damas*
 1064 **Notes**: Le dépouillement européen des héritiers réservataires français, note sous *CEDH 15 févr. 2024 (2 arrêts), Jean-Pierre Marguénaud et Benjamin Dauchez*
 1068 Pas de solidarité si l'on est seul tenu, note sous *Com. 24 janv. 2024, Bruno Dondero*

ENTRETIEN

- 1072 Marc Clément et Marjolaine Monot-Fouletier – Le groupe français de l'Institut européen du droit propose d'explorer la notion de biens essentiels

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
 10 place des Vosges - CS 90358
 92072 Paris La défense Cedex
 Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
 www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
 DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
 DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DIESAUX,
 BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
 ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Étranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juin 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Aurélien Molière

1009

Juge-t-on avec les pieds ?

ACTUALITÉS

1012

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Billet à ordre (date): modification de la date initiale, *Com. 23 mai 2024*

Cautonnement (créancier): durée du droit de poursuite, *Com. 29 mai 2024*

Consommation

Clause abusive (prêt): clause de résiliation de plein droit, *Civ. 1^{re}, 29 mai 2024*

Clause abusive (contrôle): avenant au contrat de crédit, *CJUE 30 mai 2024*

Contrat à distance (internet): commande avec obligation de payer, *CJUE 30 mai 2024*

Entreprise en difficulté

Revendication (dispense): publicité d'un avis d'attribution de marché public, *Com. 23 mai 2024*

Déclaration des créances (débiteur): remise de la liste des créanciers, *Com. 23 mai 2024*

Liquidation judiciaire (périmètre): domaine public de l'État, *Com. 23 mai 2024*

Liquidation judiciaire (dessaisissement): action en nullité d'un contrat, *Com. 23 mai 2024*

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (prescription biennale): suspension en cas de fraude, *Civ. 3^e, 30 mai 2024*

Bail commercial (renouvellement): prix du bail renouvelé, *Civ. 3^e, 30 mai 2024*

Société et marché financier

Société anonyme: quorum des assemblées générales extraordinaires, *Com. 29 mai 2024*

Parts sociales (copropriété): désignation d'un mandataire, *Com. 29 mai 2024*

Société par actions simplifiée (associé): validité d'une clause d'exclusion, *Com. 29 mai 2024*

Société à responsabilité limitée: convocation d'une assemblée générale, *Com. 29 mai 2024*

1016

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Fraude (action paulienne): report d'un bien à

1019

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Contrat d'entreprise (réception): prise de possession par le maître de l'ouvrage, *Civ. 3^e, 23 mai 2024*

Vente (état futur d'achèvement): défauts de conformité apparents, *Civ. 3^e, 23 mai 2024*

1019

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Responsabilité pénale (société): condamnation d'une société absorbante, *Crim. 22 mai 2024*

Harcèlement moral (aggravé): message malveillant sur un réseau social, *Crim. 29 mai 2024*

Procédure pénale

Droits de la défense (témoin, victime): assistance par un avocat, *Crim. 23 mai 2024*

Perquisition (horaire): exclusion des fouilles de véhicule, *Crim. 28 mai 2024*

Données de connexion (conservation): contrôle judiciaire de la régularité, *Crim. 28 mai 2024*

Géolocalisation (régime): véhicule volé sans fausse immatriculation, *Crim. 28 mai 2024*

1022

DROIT PUBLIC

Droit administratif

Étranger (rétention administrative): inconstitutionnalité du régime, *Cons. const. 28 mai 2024*

Étranger (aide juridictionnelle):

inconstitutionnalité du régime, *Cons. const. 28 mai 2024*

1024

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement disciplinaire (vie personnelle): obligation de loyauté, *Soc. 29 mai 2024*

Transfert d'entreprise (contrat): bénéfice

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

fraude (action pénale) : apport d'un bien à une société, *Com.* 29 mai 2024
Assurance (dommages-ouvrage) : domaine de l'obligation, *Civ.* 3^e, 30 mai 2024
Responsabilité contractuelle (défiscalisation) : préjudice indemnisable, *Civ.* 2^e, 30 mai 2024
Famille-Personne-Succession
Violence familiale (protection) : portée des mesures de l'ordonnance, *Civ.* 1^{er}, 23 mai 2024
Divorce (pouvoirs du juge) : ordonnance de non-conciliation, *Civ.* 1^{er}, 23 mai 2024
Adoption (couple de femmes) : assistance médicale à la procréation, *Civ.* 1^{er}, 23 mai 2024
Testament (olographe) : validité d'une date portée par un tiers, *Civ.* 1^{er}, 23 mai 2024

des avantages collectifs, *Soc.* 22 mai 2024

1025 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Appel civil (déclaration) : saisie de la juridiction de renvoi, *Civ.* 2^e, 23 mai 2024

Appel civil (déclaration) : procédure de retour immédiat des enfants, *Civ.* 2^e, 23 mai 2024

Voie d'exécution

Titre exécutoire (acte notarié) : modification par avenant sous seing privé, *Civ.* 2^e, 23 mai 2024

Saisie immobilière : appel contre le jugement d'orientation, *Civ.* 2^e, 23 mai 2024

Recueil Dalloz - 6 juin 2024 - n° 21

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

6 juin 2024 - n° 21 / 8042^e



IN MEMORIAM

1028 François Terré (1930-2024)
par Marie-Anne Frison-Roche



POINTS DE VUE

1029 De l'indépendance des professions libérales
et du contrôle des sociétés de professions libérales
par Jean-Jacques Daigre

1030 Le patrimoine affectif
par Manon Viglino



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1032 Pénalisation de l'expression militante :
l'heure des actes
par Alice Dejean de la Bâtie

1037 Réflexions sur l'effet interruptif de prescription
de la saisie des rémunérations
par Jean-Denis Pellier

NOTES

1064 Le dépouillement européen des héritiers réservataires
français, note sous CEDH 15 févr. 2024 (2 arrêts)
par Jean-Pierre Marguénaud et Benjamin Dauchez

1068 Pas de solidarité si l'on est seul tenu,
note sous *Com.* 24 janv. 2024
par Bruno Dondero

NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE DE THÈSES

1040 La vie privée. Les racines d'un concept juridique
protéiforme (XVII^e-XIX^e siècle)
par Amaud de Solminihac

1044 Le retrait des États membres
des organisations internationales
par Habib Badjinri Touré

PANORAMA

1047 Bail d'habitation
mars 2023 - février 2024



ENTRETIEN

1072 Marc Clément et Marjolaine Monot-Fouletier
Le groupe français de l'Institut européen du droit

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur [Dalloz-Revues.fr](https://www.dalloz-revues.fr)**

Actualité des procédures collectives, n° 11 du 31 mai 2024

Sommaire du numéro

Repère

LIQUIDATION JUDICIAIRE

[La loi du 14 février 2022 : une épreuve supplémentaire pour l'héritier de l'EI décédé ?](#)

N° 126 - Par Catherine VINCENT

[Consulter le PDF](#)

Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONDITIONS D'OUVERTURE - ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

[Ouverture d'une liquidation judiciaire à l'égard d'un entrepreneur individuel décédé](#)

N° 127

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

[Confirmation de l'interdiction de condamner au paiement pour une instance prud'homale en cours](#)

N° 128

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

[Validation rétroactive d'un accord collectif majoritaire signé par un dirigeant ayant outrepassé ses pouvoirs](#)

N° 129

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

[Validité d'un licenciement pour la sauvegarde de la compétitivité d'une association](#)

N° 130

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

[Maintien de la garantie de l'AGS après la clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actifs](#)

N° 131

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATIONS ET DROITS DU VENDEUR DE MEUBLES

Une action en restitution beaucoup moins exigeante que l'action en revendication !

N° 132 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Faut-il une action en justice pour annuler un paiement réalisé pendant la période suspecte ?

N° 133 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | MESURES DE RÉÉCHELONNEMENT

Le recours personnel de la caution : les mesures de rééchelonnement de la dette ne sont pas opposables par le débiteur bénéficiant d'un plan de surendettement

N° 134 - Par Delphine BAZIN-BEUST

[Consulter le PDF](#)

Droit des sociétés, n° 6 du 01 juin 2024

Sommaire du numéro

Repère

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS

[Vers un renouveau du droit pénal de la concurrence](#)

N° 6 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | JURISTE

[La Conférence des bâtonniers est vent debout contre la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise](#)

N° 71

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SCI

[Mise à disposition gratuite d'un immeuble par une SCI dont elle est propriétaire : faut-il l'autorisation de l'assemblée générale ?](#)

N° 72

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOCIÉTÉ ANONYME

[Exécution d'une décision du directoire par son président : exigence d'une délégation](#)

N° 73

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ACTE ANORMAL DE GESTION

[La rémunération du dirigeant par un tiers](#)

N° 74 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MÉDIATEUR DES ENTREPRISES

[Accompagnement des entreprises : les Médiateurs des entreprises et du crédit vont sonder les entrepreneurs](#)

N° 75

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCEMENT DES ENTREPRISES

[Un comité d'experts formule des propositions pour relancer l'Union des marchés de](#)

capitaux

N° 76

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE DE FRANCE

Fonctionnement et composition du Comité de suivi des informations de la Banque de France

N° 77

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Sanction de la violation de l'interdiction d'aliéner un bien prévue dans le plan de sauvegarde

N° 78

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Clôture pour insuffisance d'actif : le principe de non-reprise des poursuites ne s'applique pas aux créances hors procédure

N° 79

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROCÉDURE COLLECTIVE

Conséquences du non-respect des conditions de reprise d'une instance en cours

N° 80

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

Défaillances d'entreprises en avril 2024

N° 81

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

L'exécutif veut « déstigmatiser l'échec entrepreneurial » et faciliter le rebond des entrepreneurs en difficulté

N° 82

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

La transmission directe par le collège de l'AMF de la notification des griefs à la commission des sanctions n'est pas susceptible de recours

N° 83

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DURABILITÉ

Directive CSRD : les normes ESRS sont reportées au 30 juin 2026

N° 84

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FRANCHISE

Contrat de franchise et cession d'actions

N° 85

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE

Hausse des seuils d'audit légal : la démission du CAC et de son suppléant ne met pas fin au mandat en cours

N° 86

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FISCALITÉ

Régime fiscal applicable aux associés de SEL : l'Administration complète son rescrit

N° 87

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Précisions en matière d'impôt sur les sociétés

N° 88 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EMPRUNT

Emprunt à une société liée : quels intérêts déductibles ?

N° 89 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

Entretien

RSE

RSE - Regard d'un internationaliste

N° 2 - Par Filali OSMAN

[Consulter le PDF](#)

Études

RSE

Où va le reporting en matière de RSE après la transposition de la directive CSRD ?

N° 7 - Par Blandine ROLLAND

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

La réputation de l'entreprise, nouvel enjeu du droit des affaires

N° 8 - Par Émilie GICQUIAUD , Karine LEMERCIER , Antonin PITRAS et Matthieu ZOLOMIAN

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | OBJET SOCIAL

Modification de l'objet social : forces et faiblesses de la minorité de blocage

N° 73 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | DIRIGEANT

Membres d'un conseil de surveillance qualifiés de dirigeants

N° 74 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE

Vente d'un bien immobilier par un GFA : limites de l'objet social et de la théorie du mandat apparent

N° 75 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE

[Sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires : composition, régularisation et obligation aux dettes des associés](#)

N° 76 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SAS

[Précisions sur l'émission d'actions à droit de vote multiple et la procédure des avantages particuliers](#)

N° 77 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

[SARL - Ne pas confondre défaut d'information et dissimulation](#)

N° 78 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SA

[SA - Réunir les fonctions de président et de directeur général, ce n'est pas révoquer ce dernier](#)

N° 79 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | OFFRE PUBLIQUE - OBLIGATIONS DE DÉCLARATIONS

[Affaire Elliott : l'opportunité et le droit...](#)

N° 80 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | INTERDICTION DE GÉRER

[Déclarer la cessation des paiements](#)

N° 81 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | PÉRIODE SUSPECTE

[Saisie-attribution](#)

N° 82 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

[Résolution du plan de redressement](#)

N° 83 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | INFRACTIONS RELATIVES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

[Non-révélation des faits délictueux par un commissaire aux comptes](#)

N° 84 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

[Le syndic de copropriété et les oeuvres d'art](#)

N° 85 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ

[Justification de l'existence d'un compte courant créditeur d'associé](#)

N° 86 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | REPORT D'IMPOSITION

[Apport de titres par une personne physique à une société : conditions de maintien du différé d'imposition de la plus-value d'apport](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 22 du 03 juin 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

ONG sous surveillance

N° 680 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | CONCOURS

Le poète a son talent que le talent ignore

N° 681 - Par Camille HUMBERDOT

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | IN MEMORIAM

François Terré

N° 682 - Par Nicolas MOLFESSIS

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | IN MEMORIAM

Lettres à un jeune juriste

N° 683 - Par François TERRÉ

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | ENVIRONNEMENT

L'arrêt de la Cour EDH, le système politique suisse et le rôle du juge

N° 684 - Par Pascal MAHON

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | VIOLENCES CONJUGALES

Ordonnance de protection : du devoir du JAF de protéger les victimes de violences

N° 685

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ADOPTION

Séparation après PMA : adoption possible de l'enfant malgré le refus de la mère biologique

N° 686

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 mai 2024

N° 687

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

[L'excès de pouvoir du juge de l'adjudication dans la saisie immobilière](#)

N° 688 - Par Christian LAPORTE

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JUSTICE

[Plainte en ligne : autorisation des traitements de données](#)

N° 689

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PRESSE-DIFFAMATION

[Conformité sous une réserve de la procédure applicable en matière de délits de presse](#)

N° 690

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | ACTION PUBLIQUE

[L'appel tant principal qu'incident du ministère public saisit la juridiction de l'intégralité de l'action publique](#)

N° 691

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | MINEURS

[Délinquance des mineurs : nouvelles annonces](#)

N° 692

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 16 au 29 mai 2024](#)

N° 693

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 29 avril au 12 mai 2024](#)

N° 694

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

[L'absence n'est pas toujours le plus grand des maux](#)

N° 695 - Par Jean-Baptiste THIERRY

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

[À propos des fichiers d'antécédents et des logiciels de rapprochement judiciaire](#)

N° 696 - Par Pierre-Jérôme DELAGE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DEVOIR DE VIGILANCE

[Devoir de vigilance des entreprises : feu vert du Conseil pour la nouvelle directive](#)

N° 697

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 23 au 29 mai 2024](#)

N° 698

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 mai 2024](#)

N° 699

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Précision et confirmation sur le droit des opérations de paiement non autorisées](#)

N° 700 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Les salariés transférés ont droit aux engagements unilatéraux de l'entreprise d'origine](#)

N° 701

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 mai 2024](#)

N° 702

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | NUMÉRIQUE

[Création du Comité consultatif national d'éthique du numérique](#)

N° 703

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

[JOP 2024 : création d'unités de circonstance de la gendarmerie à compétence supra-départementale](#)

N° 704

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

[Dénonciation au ministère public de la fraude fiscale et pouvoir de transaction de l'Administration](#)

N° 705 - Par Jean-Yves MARÉCHAL

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 23 au 29 mai 2024](#)

N° 706

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 mai 2024](#)

N° 707

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | SÛRETÉS

[Le maintien indu de l'hypothèque](#)

N° 708 - Par Jean-Baptiste SEUBE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

[La diagonale des juristes](#)

N° 709 - Par Faneva TSIADINO RAKOTONDRAHASO

[Consulter le PDF](#)

[La Semaine de la doctrine](#)



L'ÉTUDE | ENVIRONNEMENT

[Les premières décisions de la Cour EDH en matière de contentieux climatiques ou l'art](#)

de l'équilibre

N° 710 - Par Béatrice PARANCE

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Régimes matrimoniaux

N° 711 - Par Alice TISSERAND-MARTIN , Estelle NAUDIN , Christel SIMLER et Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

« Que reste-t-il de la Révolution française dans le droit contemporain ? »

N° 712

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

Le Collège de droit de Panthéon-Assas célèbre ses 15 ans

N° 713

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AIDE JURIDIQUE

Inconstitutionnalité de l'exclusion générale des étrangers en situation irrégulière du bénéfice de l'AJ

N° 714

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Un témoin ne peut bénéficier de l'assistance d'un avocat lors de son audition

N° 715

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Procédure disciplinaire applicable aux avocats

N° 716

[Consulter le PDF](#)

À la une

Le changement climatique entre dans le prétoire de la Cour européenne des droits de l'Homme

note par Sara BRIMO sous CEDH, 9 avr. 2024

Le 9 avril 2024, la Cour de Strasbourg s'est, pour la première fois, penchée sur la violation des droits fondamentaux protégés par la Convention européenne des droits de l'Homme en raison de l'inaction de certains États parties en matière de changement climatique.



© appldesign_AdobeStock

Actualité

Les avocats marseillais choisissent un binôme à la tête du barreau

focus

« C'est par l'union que nous vaincrons »

entretien avec Niels BERNARDINI

Technique

Bien vieillir et autonomie : présentation de la loi

par Nathalie FINCK
sous L. n° 2024-317, 8 avr. 2024

Doctrine

Regard d'un praticien sur le mariage des majeurs protégés

étude par Christian GAMALEU KAMENI

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

- **Alain SAURET**

Président du conseil scientifique de FIDERE Avocats

- **Alexis BUGADA**

Professeur à l'université d'Aix-Marseille

- **Geoffroy DE RAINCOURT**

Avocat au barreau de Paris, associé gérant, FIDERE Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Mélanie ATINDÉHOU-LAPORTE, Jessica ATTALI-COLAS, Marina DOITHIER, Erwane HADJADJ, Salira HARIR, Pierre LE COHU, Emma ORLANDINI, Antoine PHILIPPON, Thibault PINATEL, Steven RIOCHE, Delphine RONET-YAGUE, Vincent ROULET, Sophie SERENO et Christine SIHARATH



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,

sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL464i4 ■ Les avocats marseillais choisissent un binôme à la tête du barreau 3
- GPL464k5 ■ Démarrage de la consultation nationale sur les attentes des avocats 4
- GPL464h9 ■ Amiable : nouvelle campagne de la Chancellerie et du CNB 5
- GPL464h8 ■ « C'est par l'union que nous vaincrons » entretien avec Niels BERNARDINI 7


Technique

- GPL463w4 ■ Bien vieillir et autonomie : présentation de la loi par Nathalie FINCK sous L. n° 2024-317, 8 avr. 2024 10

Doctrine

- GPL463i3 ■ Regard d'un praticien sur le mariage des majeurs protégés étude par Christian GAMALEU KAMENI 13

Jurisprudence

- GPL464b5 ■ Le changement climatique entre dans le prétoire de la Cour européenne des droits de l'Homme note par Sara BRIMO sous CEDH, 9 avr. 2024 16
- GPL463w3 ■ Caractérisation et jugement du délit de collecte de données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 30 avr. 2024 20
- GPL463s0 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 23
- GPL463s8 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 28
- GPL463r9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD 31
- GPL463q3 ■ Chronique de jurisprudence en droit des biens par Julien DUBARRY et Antoine TOUZAIN <https://text.so/GPL463q3> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL464g4 ■ Antoine Vaast, bâtonnier du barreau d'Arras 32

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE 33

Sous la responsabilité scientifique de

Alain SAURET, Alexis BUGADA
et Geoffroy DE RAINCOURT